

après la
journée du
13 décembre

OUVREZ LES VANNES

(suite de la page 1)

Cette explication n'était pas sans fondement, et il suffisait de parler de la direction confédérale de FO pour obtenir l'adhésion des plus sceptiques. En plus d'un endroit, l'envie de dénoncer les trahisons de cette centrale était très forte. Dans cette affaire, Bergeron avait le rôle de l'âne de la fable « Les Animaux malades de la peste », avec cette différence que, si l'âne n'avait commis que de légères fautes, il n'en allait pas de même que la direction de F.O. « La preuve du pudding est qu'on le mange » : la preuve de la trahison de F.O. est que sa direction commence à être abandonnée par ses propres militants. Des syndicats de 100 ou 200 membres de cette confédération seraient passés à la C.G.T. ; de plus, on chuchote dans F.O. que la prochaine épuration dans cette centrale viserait Maurice Labi, considéré comme trop à gauche. Maintenant, la direction de Bergeron en a assez fait pour être, non plus l'objet des désirs unitaires, mais la bête à abattre.

MÉFIANCE

Les rapports avec la C.F.D.T. ne vont pas fort. Cette centrale aurait refusé d'appeler à la grève en plusieurs endroits, et cela après de longues hésitations ; or, pendant le temps des hésitations, par respect des accords d'unité, on n'avait pas entrepris la préparation de la journée du 13, en sorte que c'est à la dernière minute que l'on commençait à s'en occuper, au grand mécontentement des militants. Ce sont donc des mots amers qui ont accompagné les efforts de préparation : « On va encore tout se taper », « C'est trop tard pour réussir », « Si ça rate, ce sont les autres qui vont en tirer le profit », « La prochaine fois, on ira tout seul s'il le faut ». L'unité avec la C.F.D.T. semble bien être considérée comme paralysante. A un niveau plus élevé, les membres du P.C.F. dans la C.G.T. ont de bonnes raisons de manifester une certaine méfiance à l'égard de la direction de la C.F.D.T. qui entend œuvrer au rassemblement des forces non-communistes ; cette conception de l'unité aurait comme répercussion sur le mouvement syndical de créer un front tel que la C.G.T. serait isolée. Enfin, une autre cause de la méfiance des dirigeants de la C.G.T. à l'égard de ceux de la C.F.D.T. vient de ce que ces derniers semblent très décidés à proposer un grand mouvement, plus ou moins spectaculaire, et donc riche en menaces de débordement et en promesses de renforcement de... la C.F.D.T.



Les « droitistes » unitaires mais inquiets.

GARE AUX GAUCHISTES

Au total donc, le 13 décembre n'avait pas de mots d'ordre très clairs, et les conditions de sa préparation n'étaient pas fameuses. Mais on ouvrait tout de même les soupapes pour libérer le surplus d'énergie qui se manifestait par un mécontentement de ceux qui attendaient depuis septembre une reprise des luttes. Peut-être faut-il relier à cette ouverture de soupapes la campagne contre les « gauchistes » : le Comité confédéral national de la C.G.T. les dénonce, Etienne Fajon leur consacre quelques colonnes dans l'Humanité du 12 décembre. Il se trouve que les critiques des directions faites par ces « gauchistes » coïncident en partie avec celles que l'on formule à l'intérieur de la C.G.T. et là apparaît un danger réel pour les bureaucrates.

PREMIER BILAN

Le bilan, après coup, s'avère bien meilleur que prévu : on nous dit 100 000 à Paris (chiffre probablement surestimé) 15 à 20 000 à Lyon où les travailleurs de la Rhodiaceta ont des raisons de n'être pas satisfaits de la manière dont leurs patrons ont oublié de tenir leurs promesses faites après les grèves du début d'année ; 4 000 au Mans où il faut constater un recul sensible par rapport aux journées d'octobre qui virent jusqu'à 15 000 travailleurs dans les rues. D'une manière générale, il faut re-

marquer que les militants étaient là ; ils ont fait un effort pour qu'il n'y ait surtout pas un recul sensible. Si les divers rassemblements avaient été réellement réduits dans leur importance, les directions de la F.E.N. et de F.O. n'auraient pas raté l'occasion de démontrer la faillite des mobilisations lancées par la C.G.T. et la C.F.D.T., voire même de montrer, que sans eux, il n'est pas possible d'organiser une journée d'action. C'est sans doute cela qu'ont craint bon nombre de militants et de cadres qui ont donc mis « le paquet » :

marquer que les militants étaient là ; ils ont fait un effort pour qu'il n'y ait surtout pas un recul sensible. Si les divers rassemblements avaient été réellement réduits dans leur importance, les directions de la F.E.N. et de F.O. n'auraient pas raté l'occasion de démontrer la faillite des mobilisations lancées par la C.G.T. et la C.F.D.T., voire même de montrer, que sans eux, il n'est pas possible d'organiser une journée d'action. C'est sans doute cela qu'ont craint bon nombre de militants et de cadres qui ont donc mis « le paquet » :

LE 13 A L'UNIVERSITÉ

Le Bureau national de l'U.N.E.F. avait décidé de faire culminer, le 13 décembre, la semaine d'action qu'il organisait. Le succès d'une telle initiative dépendait de l'ampleur des manifestations ouvrières et de ce que les syndicats d'enseignants participaient ou non à l'action.

Ces conditions ne furent pas réunies ; néanmoins, il faut souligner que la participation des étudiants aux manifestations

ouvrières fut importante, parfois décisive. A Paris le même défilé de la République à la Bastille fut coloré par l'imposant cortège étudiant. A Dijon, les militants de l'U.N.E.F. eurent pratiquement le rôle dirigeant et débordèrent largement la manifestation. A Rennes, les étudiants ont su donner à la manifestation un caractère combatif et ont entraîné de ce fait de nombreux militants ouvriers. A Nanterre, l'U.N.E.F.

défilait avec les sections locales de la C.G.T. et de la C.F.D.T. et lançait les mots d'ordre avancés qui auraient dû être ceux des organisations ouvrières. A Caen, les étudiants entraînent une partie des salariés dans une manifestation violente contre la préfecture où l'on déposait ordinairement des doléances.

Dans tous les cas, il ressort que l'U.N.E.F. fait un effort pour intégrer les luttes du mouvement étudiant dans celles de la classe ouvrière. Les revendications à l'université sont un effet motivées, comme pour les travailleurs, par la même politique économique et sociale du gaullisme. Il est juste que les étudiants prennent leur place aux côtés des travailleurs. Un nouveau dynamisme pourra ainsi être donné à ces manifestations qui ressemblent trop aujourd'hui à des processions.

SECOND BILAN

Le 13 décembre a permis de mieux mesurer l'importance des courants critiques dans la C.G.T. ; il ne s'agit évidemment pas de tendances ou de fractions organisées, mais simplement d'un vent qui souffle et qui pourrait bien inquiéter les fins stratèges confédéraux. Les critiques ont porté sur le caractère tardif de la reprise des mouvements d'ensemble, sur cette fameuse politique unitaire qui apparaît de moins en moins compréhensible, et sur le manque de netteté des appels à l'action. Une minorité arrivera sans doute à la conclusion que l'accord C.G.T.-C.F.D.T. est trop limité et qu'il faut le préciser. Une autre conclusion s'imposera plus largement : on ne peut plus se contenter d'une ouverture des soupapes. Les impatients devraient méditer sur ce fait qu'il aura fallu près de cinq ans (depuis la grève des mineurs en mars 1963) pour qu'apparaisse d'une manière encore floue la possibilité de défendre le « tous ensemble » ou la généralisation des luttes !

OUVREZ LES VANNES

Il faut donc de grands mouvements, et cela on pourra l'expliquer, il faut ouvrir les vannes et non les soupapes de sécurité.

Mais, si l'on jette sans préparation progressive tous les travailleurs dans la rue, on peut aboutir à un échec : c'est ce qui arrive dans toutes les grèves presse-bouton. Or, un échec serait l'annonce d'un recul, d'une dévalorisation telle que les bureaucrates seraient en position de force pour montrer l'inefficacité des grandes luttes. Les « gauchistes » de l'intérieur et de l'extérieur du mouvement syndical seraient condamnés à reculer eux aussi. C'est l'enjeu de la guerre sourde que se livrent les bureaucrates conséquents et les militants. C'est pourquoi, enfin, s'il faut capitaliser les progrès de nombreux militants et cadres de syndicats, c'est en formulant des propositions réalistes, et non en clamant des critiques ou des idées générales.

Antoine VALLON.

LA RADICALISATION SE POURSUIT CHEZ LES ENSEIGNANTS

Les résultats des récentes élections du Bureau National du SNI (syndicat des instituteurs) confirment la progression de la gauche qui, déjà, s'était manifestée au niveau des conseils syndicaux de la région parisienne. Deux sièges du Bureau Politique ont ainsi été pris à la majorité réformatrice qui n'en a maintenant plus que 18.

Certes aucune menace immédiate ne pèse actuellement sur elle, mais il est évident qu'une pression interne, conjuguée à la pression externe exercée par le SNES et le SNES-Sup. va se développer sur cette majorité en perte de vitesse.

Cette progression sensible de la gauche est indéniablement due à une volonté d'efficacité dans les luttes et à l'opposition croissante aux liens privilégiés qui unissent encore la direction du SNI à la direction de FO (l'« allié naturel » à bien plus d'égards que la CGT dont on se méfie) et ce, non dans la perspective d'un repli sectaire, mais au contraire dans une perspective plus unitaire. En ce sens, le fait que l'« Ecole Emancipée », seule tendance révolutionnaire organisée subsistant actuellement dans le syndicalisme français ait obtenu deux sièges dans le nouveau BN, est particulièrement significatif.

Le recul de cette tendance en 1965 était dû à la conjonction d'une position juste (le refus de soutenir Mitterrand, candidat bourgeois imposé

à la classe ouvrière par les directions) et d'une erreur tactique (la démission des élus du précédent BN geste symbolique qui n'a pas entraîné la prise de conscience parmi les syndiqués, espérée par ses promoteurs).

Cette situation est aujourd'hui en voie de redressement. Cette remontée de la gauche révolutionnaire, dans le cadre plus général de pressions unitaires accrues et de nouvelles manifestations critiques vis-à-vis des bureaucraties, est encourageante et peut devenir l'un des centres à partir desquels de larges sections du mouvement ouvrier pourront être réorientées.

Dans ce but, l'Ecole Emancipée devra affirmer la plate-forme mobilisatrice qu'elle propose, et ses militants se persuader que la situation peut d'ores et déjà leur valoir des gains substantiels s'ils savent l'affronter sans suffisance, ni étroitesse.

J.M. PREYSSAT.

(Il est non moins vrai que la lutte va être plus âpre et que les entorses à la démocratie interne du syndicat, là où les cégétistes sont majoritaires, peuvent devenir plus nombreuses. Les militants révolutionnaires devront donc être très vigilants tout en se gardant d'aller chercher refuge auprès des réformistes discrédités, tentation dont on n'a pas toujours su partout, dans le passé, se garder.)

ROUEN : LE P.C.F. CONTRA LA DÉMOCRATIE

Le 13 décembre, le groupe de Rouen de la jeunesse communiste révolutionnaire tenait, en hommage à Che Guevara, une conférence-débat — sa première réunion publique — sur la révolution latino-américaine. Plus de 300 personnes étaient présentes, et un débat animé a suivi les exposés d'Alain Krivine, du Bureau National de la JCR, et de Jeanne Haël. Cela paraît simple et normal, courant, ce meeting à une nouveauté.

« L'UNION DE TOUTES LES FORCES DÉMOCRATIQUES »

En fait, il devait avoir lieu le 7 décembre, et dans une salle beaucoup plus petite. Mais le PCF réussit à l'interdire en envoyant ses militants bloquer la porte et empêcher l'accès de la salle. Sur les 200 personnes qui étaient venues au meeting, nous réussissons à en emmener près de 150 vers une salle de repit, et nous leur expliquons pourquoi le PCF ne tolère que contraint et forcé qu'on popularise les idées du Che et de la conférence de POLAS. Nous prenons l'engagement de tenir le meeting dans les 15 jours qui suivent.

Le lendemain, en plus des communiqués de la JCR et du PCF, paraissent dans la presse locale les communiqués de sept ou huit organisations démocratiques (UNEF, PSU, SGEN, LDH) qui protestent contre l'attitude du PCF. Celui-ci continue à proclamer qu'il n'est pas question de meeting JCR à Rouen.

La JCR annonce son meeting pour le

14, et dans une salle beaucoup plus grande. Le 13 au matin, parus dans le journal local une lettre signée par une série de personnalités (professeurs de lettres, syndicalistes, artistes), à l'initiative de l'Union de toutes les forces démocratiques (U.F.D.), qui affirment ne pas soutenir la ligne politique de la JCR mais exigent du PCF qu'il ne trouble en rien le mouvement normal du meeting. Le PCF a réussi à réunir « l'union de toutes les forces démocratiques », mais contre lui.

« UN GROUPE SCULÉ SANS AUDIENCE »

Toutes les mesures ont été prises pour empêcher une quelconque provocation : le 13 au soir un service d'ordre calme, mais ferme protège le libre accès à la salle. Des militants PCF distribuent à la porte un long tract qui commence par un hommage au Che, et où ils affirment notamment : « Il est scandaleux que des groupes gauchistes s'efforcent d'utiliser le nom, la mémoire du Che dans une agression politique contre le parti ouvrier authentiquement révolutionnaire, le Parti Communiste Français. » Cela est suivi d'une justification de la politique des PC « orthodoxes » pour l'Amérique latine, le Vietnam, le Moyen-Orient et la France. Bien entendu, nous les laissons faire, et ils doivent donner leur tract à plus de 300 (peut-être 350) personnes qui sont venues pour connaître les idées du Che et de POLAS, ou savoir ce que